

RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR

LA CRISE MALGACHE

A PRÈS trois mois de conflits et de manifestations quotidiennes sur la place du 13 mai à Antananarivo, la capitale malgache, la crise politique qui secoue l'île de Madagascar semblait terminée avec la prestation de serment d'Andry Rajoelina, en tant que président de «la Haute Autorité de transition» le samedi 21 mars.

En fait, la crise risque de rebondir. D'une part les partisans du président démissionnaire Marc Ravalomanana ont manifesté le 23 mars et de nouveau, plus nombreux encore, jusqu'à 30.000 personnes le mardi 24 mars contre le nouveau pouvoir. D'autre part, les États-Unis, d'Union européenne mais aussi l'Union Africaine, la SDAC (Communauté de Développement de l'Afrique Centrale) la COI (la Commission de l'Océan Indien) condamnent le «*tout d'État*» et demandent l'organisation de nouvelles élections le plus tôt possible.

Lors de sa prestation de serment A. Rajoelina avait déclaré que «*la principale mission que doit accomplir le pouvoir de transition est de réaliser en 24 mois maximum, l'élaboration d'une nouvelle constitution, la mise en place d'une commission électorale complètement indépendante, un statut de l'opposition et de fixer les échéanciers électoraux*».

Après la manifestation de la nouvelle opposition le 24 mars, «*l'Autorité de transition*» a annoncé la tenue d'Assises nationales regroupant tous les partis, y compris le TIM (le parti de M. Ravalomanana) des représentants de la société civile et des associations pour fixer le calendrier électoral (constitution, élections) et les modalités de fonctionnement.

Il n'est pas sûr que cela apaisera les critiques internationales même si cette annonce correspond en partie aux demandes du TIM lors de la manifestation du 24 mars.

Le discrédit de Marc Ravalomanana

La constitution de 1991 approuvée par référendum instaure un régime suivi présidentiel : le président, chef de l'État, élu pour 5 ans, ne peut faire que deux mandats.

Élu une première fois en 2001, après une élection très contestée par l'ancien président Didier Ratsiraka, M. Ravalomanana a été réélu en février 2006. En 2001, il s'était proclamé président dès le 1^{er} jour alors que les résultats officiels n'avaient pas été proclamés. Son adversaire D. Ratsiraka demandait un second tour et a engagé la résistance. Il a dû quitter le pays et s'est réfugié en France. M. Ravalomanana, un milliardaire ultra-libéral, ayant fait fortune dans l'agro-alimentaire, a peu à peu accaparé tous les pouvoirs et a profité de l'économie de son pays pour ses besoins personnels.

Au lieu de faire la paix avec l'AREMA, le parti de D. Ratsiraka, il a opprimé les militants de ce parti, laissant s'accumuler les rancoeurs. Sans dissoudre les partis (ils sont très nombreux à Madagascar) il ne leur a laissé aucun moyen d'expression, contrôlant étroitement radio et télévision publiques.

Il a bradé les ressources de son pays aux multinationales : Air malgache à des sociétés allemandes ainsi que la gestion des eaux et forêts, or et uranium aux Français (AREVA) exploita-

tion du nickel et du cobalt à des sociétés américano-canadiennes, ainsi que l'ilminite (utilisé dans les composants électroniques) pétrole bitumeux aux Américains.

La découverte d'un gisement pétrolier off-shore a excité les convoitises des multinationales, notamment Exxon. L'exploitation de ce gisement pourrait nuire à la pêche à la crevette. Ces investissements directs étrangers ont permis un taux de croissance de plus de 4% depuis 2002, ont accru la fortune de M. Ravalomanana qui a étendu son empire en delà de l'agro-alimentaire et de la distribution (les magasins Tiko) mais nullement les habitants du pays dont près de 70% vivent en dessous du seuil de pauvreté.

En outre, le président a mécontenté

gés dans la résidence présidentielle M. Ravalomanana remet le pouvoir à un directeur militaire, lequel nomme A. Rajoelina, président de «*la Haute Autorité de transition*», voulant ainsi montrer que l'armée laissait le pouvoir aux civils.

Réfugié au Botswana, M. Ravalomanana a appelé mercredi le peuple malgache à sauver la constitution et à s'opposer au pouvoir.

Le soulèvement de l'opposition

La crise s'explique d'abord par la situation sociale, l'exaspération devant la montée des prix, l'augmentation du chômage qui à Madagascar comme ailleurs touche plus encore les jeunes, la misère grandissante.

franches où les ouvriers sont surexploités. Les forces de l'ordre (police-gendarmerie) tirent sur la foule. 70 morts,

- le 7 février, le président destitue Rajoelina de son mandat de maire. Celui-ci décide la création d'une «*Haute autorité de transition*». Les manifestants se dirigent vers le palais présidentiel. La garde présidentielle tire sur la foule : 31 morts. Le ministre de la Défense démissionne en signe de protestation. Pour fuir, un mandat d'arrêt Rajoelina se réfugie à l'ambassade de France.

En mars, la situation se retourne en faveur de Rajoelina après les mutineries militaires du 12 mars.

Ravalomanana est de plus en plus isolé. Il refuse de démissionner mais

En revanche, il a suspendu l'Assemblée nationale et le Sénat constitué en grande partie de représentants du TIM.

Quel sera le programme économique et social ? Il a déclaré que le problème principal était celui de la pauvreté et a créé un «*comité de redressement économique et social*».

Rajoelina s'est appuyé sur les milieux urbains mais il n'a pas l'appui d'une partie des classes moyennes (la manifestation anti-Rajoelina du 24 mars était essentiellement composée de fonctionnaires et d'employés de l'empire économique de Ravalomanana). Les paysans (les 2/3 de la population) sont restés à l'écart.

Les réactions internationales

Face à la multiplication des condamnations internationales dénonçant un «*coup d'État*», Rajoelina estime que «*la Communauté internationale doit savoir qu'il faut respecter l'aspiration populaire. C'est le peuple malgache qui décide du sort de Madagascar*». Sans doute inquiet du sort des contrats passés avec leurs multinationales et soucieux de stabilité politique pour leurs affaires, les États-Unis, l'Union Européenne et la France dénoncent le «*Coup d'État*».

Les États-Unis qui ont toujours soutenu M. Ravalomanana depuis 2001 ont décidé la suspension de leur aide (33,5 millions de dollars).

La France qui avait semble-t-il une attitude plus mesurée : elle avait au contraire soutenu en 2001 Didier Ratsiraka et hébergé Rajoelina à son ambassade a changé de ton. Lors du sommet de l'UE à Bruxelles, N. Sarkozy a aussi dénoncé un «*coup d'État*» et déclare vouloir décider des sanctions éventuelles avec l'Union européenne. Mais il n'est pas encore question de suspension de l'aide. La France n'a pas seulement des intérêts à Madagascar : exploitations agricoles, usines textiles délocalisées, exploitation minière mais doit aussi songer aux nombreux ressortissants français présents à Madagascar (20.000 dont le moitié de binationaux).

Durant le conflit, l'Union africaine a envoyé par deux fois un émissaire pour tenter en vain une médiation. Elle s'inquiète sans doute des changements violents intervenus en Mauritanie, en Guinée-Bissau où l'action de l'armée a été déterminante.

À Addis Abeba, le conseil de paix et de sécurité de l'UA a décidé de «*suspendre Madagascar*» de l'organisation.

En juillet, le sommet de l'UA devait se tenir à Madagascar.

La SDAC qui avait demandé à l'UA la suspension de Madagascar doit se réunir le 30 mars pour décider de sanctions.

La COI a appelé à restaurer rapidement l'ordre constitutionnel.

Le problème de l'isolement de Madagascar est surtout d'ordre financier car les aides octroyées représentent près de 70% du budget de l'État mais il est vrai que les Malgaches n'en profitaient guère.

Le Premier ministre de transition Monja Roindifo espère qu'après les explications données, l'Union européenne reconsidèrera sa position.

Les Malgaches décideront du sort de Madagascar dit Rajoelina, il n'est pas sûr qu'on les laissera décider.



La prestation de serment de M. Rajoelina

deux puissances du pays : l'Église catholique et l'armée.

Le président, un évangéliste, voulait disait-il la théocratie plutôt que la démocratie. L'Église, très modérée et qui a durant la crise appelé au dialogue, ne l'a pas soutenu.

Mais surtout, il a mécontenté l'armée qui finalement s'est rangée du côté des opposants. Le mécontentement de l'armée est dû au non respect des règles militaires instaurées depuis la 1^{ère} République (1975-1991) alors que D. Ratsiraka, un militaire, avait instauré un régime semi-socialiste pro-soviétique : l'armée était alors le plus fort soutien du régime. Or M. Ravalomanana a voulu gelé les promotions d'officiers et laissé un statut dévalorisé des sous-officiers. Surtout il a associé des civils et des mercenaires aux opérations de l'État major mixte opérationnel national et confié à de nombreux mercenaires une partie de la garde présidentielle, d'où la mutinerie du corps d'armée des personnels et des services administratifs (CAPSAM) le 8 mars 2009. Un collectif de colonels a destitué le chef d'État major nommé par M. Ravalomanana et nommé le colonel André Andriarijiana comme chef d'État major.

Et alors que début mars, l'armée était restée neutre et demandait aux deux protagonistes du conflit, un règlement politique, le 17 mars, cette armée soutient A. Rajoelina et destitue le président : le soulèvement populaire a le soutien décisif de l'armée.

Le 17 mars après l'entrée des insur-

Au cours de l'année 2008, le mécontentement social s'était traduit par des émeutes de la faim en mai.

À l'automne 2008, le mécontentement grandit. Trois faits expliquent le recours aux manifestations :

- la montée des prix. Le litre d'essence passe à un euro alors que le pays est riche en pétrole. Le prix du sac de riz est égal au SMIC (équivalent de 30 euros).

- l'affaire Daewoo : l'État passe contrat avec Daewoo Logistics, une des filiales de Daewoo (société dont le PDG est condamné pour fraude) de 1,3 millions d'hectares. Or ni les paysans, individuels, ni les propriétés communales ne sont répertoriées au cadastre et donc pouvaient être vendues sans autorisation (le 18 mars A. Rajoelina a annoncé l'annulation de la cession). En outre, le président Ravalomanana avait également négocié la location de 500.000 ha de terres à la société indienne Varun,

- l'achat par le président d'un boeing de 60 millions de dollars comme avion présidentiel.

- la fermeture de Télé Viva appartenant à Andry Rajoelina le 13 décembre 2008, puis 2 jours plus tard de Radio Viva au prétexte de la retransmission d'une interview de Didier Ratsiraka.

Dès décembre, les manifestations commencent, parfois violentes, puisqu'on compte 135 morts dus à la répression,

- le 26 janvier : les émeutiers pillent les magasins Tiko et brûlent les entrepôts étrangers des zones

après l'entrée des insurgés le 17 mars dans les bureaux de la résidence, il démissionne.

Rajoelina a réussi à fédérer les mécontentements : les jeunes, les ouvriers, l'armée et même l'Église. Ses discours dénoncent la dictature, la gabegie, les profits pharamineux du président. Mais, hormis une ambition personnelle, on ne connaît pas ses véritables intentions.

Les partis politiques, sauf le TIM le parti du président, le soutiennent en opposition au président démissionnaire aussi bien à droite, le Leader familo, au centre l'AREMA au centre gauche le RPSD (social-démocrate) ou à gauche l'AFKM.

Rajoelina a ainsi réussi à créer non un parti mais un mouvement dont la couleur symbolique est l'orange (allusion aux «*révolutions*» colorés de l'Europe de l'Est ?)

La cérémonie de prestation de serment devant 40.000 personnes a été précédée d'un office religieux et les dignitaires de l'Église étaient présents de même que le nouvel État major militaire.

C'est le président de la Haute Cour constitutionnelle qui l'a proclamé président de la Haute autorité de transition et passé une écharpe aux couleurs du drapeau national.

Enfin les premières décisions (outre l'annulation du contrat de Daewoo Logistico) a été de prononcer l'amnistie de tous les prisonniers politiques incarcérés ou en exil (dont sans doute D. Ratsiraka) et la fin du couvre feu instauré par le président démissionnaire.